



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU

du Comité syndical Séance du 31 mai 2017

Le 31 mai 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 24 mai 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

105

Nombre de délégués présents ou représentés :

65 dont 9 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), M. Philippe LEBEAU (Pantin), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France), M. Patrick LEROY (Rungis), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Gauthier MOUGIN, M. Hervé LIEVRE, M. Jean-Marc SZMARAGD, M. Antoine DUPIN, M. Bernard ROCHE.

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO.

Paris Ouest la Défense : Mme Monique BOUTEILLE, M. Éric LE LANN

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Hervé LEUCI (Bobigny), Mme Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Laëtitia DEKNUDT (Le Pré-Saint-Gervais), Mme Michèle CLAVEAU (Noisy-le-Grand), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Jean-Luc CURAT (Saclay), Mme Cécile RANGUIN (Saint-Denis), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucluse), M. Hervé LEPOURIEL (Grand Paris Grand Est), M. William DELANNOY (Métropole du Grand Paris).

Suppléant sans voix délibératives :

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Arnaud GIBERT (Bezons) à M. Christophe BERNIER, Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à M. Jean-Paul MARTINERIE, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à M. Xavier CARON, M. Yves MENEL (Garches) à Mme Sophie DESCHIENS, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. Bernard GIRAULT, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à M. Pascal BUTIN, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. Thierry Michel ISOARD, M. Jean-Claude LE ROUX à M. Jean-Paul MORDEFROID,.

Etaient excusés : Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine), M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Alvine MOUTONGO-BLACK (Clichy-la-Garenne), Mme Khadija OUBOUMOUR (Grand Paris Sud Est Avenir)

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination administrative et technique, M. Malik SALEMKOUR chargé de mission juridique et financière.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 avril 2017

2. Délibérations :

- Modification de l'utilisation du CET
- Assimilation du Syndicat à une commune de plus de 40 000 habitants
- Modification du tableau des effectifs
- Adhésion au G.I.P. Maximilien
- Retrait d'une collectivité du SMAVM

- Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'*
- Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' *

3. Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Xavier CARON est désigné secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 12 avril 2017

Le procès-verbal du Comité syndical de la séance 12 avril 2017 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations :

2-1 Modification de l'utilisation du CET (Délibération : 2017 32)

La Présidente donne la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat qui explique que lors de l'adoption de la délibération 2014 024 relative à la mise en œuvre du CET, il n'avait pas été prévu la possibilité de compenser financièrement à partir du 21ème jours ou de verser au titre de la RAFP, les jours épargnés. C'est pourquoi, la délibération proposée modifie uniquement l'article 5 de la délibération 2014 024, afin d'offrir cette possibilité aux agents.

Le Comité syndical après en avoir délibéré, DECIDE de modifier l'article 5 de la délibération 2014 024 comme suit :

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés sous forme de congés, pris dans les conditions mentionnées à l'article 3 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 susvisé.

- L'unité d'utilisation du compte épargne-temps est la journée entière.

- Les jours épargnés sur le compte épargne-temps peuvent être indemnisés à hauteur d'un montant forfaitaire par catégorie statutaire, fixé par l'arrêté prévu à l'article 6-2 du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié, à compter du 21ème jours et plus (les 20 premiers jours ne pouvant être utilisés que sous forme de congés) comme suit :

Catégorie A - 125€ brut par jour 119,89€ net par jour

Catégorie B - 80€ brut par jour 76,73€ net par jour

Catégorie C - 65€ brut par jour 62,34€ net par jour

Ou, de les verser au titre de la RAFP selon les barèmes réglementaires en vigueur. Ces options sont donc ouvertes pour les jours inscrits au CET entre le 21ème et le 60ème jour.

Chaque agent peut, pour les jours épargnés au-delà du vingtième, opter :

- soit pour leur utilisation sous forme de congés,

- soit les maintenir au titre du CET sous réserve de ne pas dépasser le plafond de 60 jours (si le plafond est atteint, aucun jour supplémentaire ne peut être épargné),

- soit être indemnisé,

- soit (seulement pour les fonctionnaires CNRACL) demander leur prise en compte au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

DIT que les autres articles de la délibération 2014 024 du 4 septembre 2014 restent inchangés.

2-2 Assimilation du Syndicat à une commune de plus de 40 000 habitants (2017 33)

La Présidente donne la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat qui explique que l'assimilation à une strate de population est la reconnaissance du niveau d'activités du Syndicat et contribue à le positionner dans le paysage métropolitain. Elle sert également de référence pour la création d'emplois à responsabilités de la filière administrative et technique.

Le décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000 relatif aux règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales permet, la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux au regard des critères cumulatifs suivants :

le champ et les compétences de l'établissement, l'importance de leur budget, le nombre et la qualification des agents à encadrer.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE d'assimiler le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole à une commune de plus de 40 000 habitants ; **AUTORISE** la Présidente à procéder à toute démarche et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

2-3 Modification du tableau des effectifs (Délibération : 2017 34)

La Présidente, donne la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat qui explique que compte tenu de l'ajout de la compétence Vélib' au Syndicat et du nouveau marché public que le syndicat aura en gestion, il convient de modifier le tableau des emplois en supprimant 6 emplois non pourvus et en renforçant les effectifs par la création de 11 emplois d'ici la fin du premier semestre 2017. En effet, le service Vélib' métropolitain sera mis en service dès le 1er janvier 2018. En amont et pour la réussite de la mise en œuvre du futur service, des agents doivent être recrutés dès à présent afin de commencer les échanges techniques avec les villes concernées.

Compte tenu de l'urgence, des besoins spécifiques et des compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les emplois de catégorie A créés peuvent être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE, la suppression des six postes suivants : Administrateur, attaché, agent de maîtrise principal et 3 ingénieurs principaux.

APPROUVE, la création des onze emplois suivants :

Emplois créés	Nbre	Cadre d'emplois
Responsable déploiement infrastructure	1	Cadre d'emplois des Ingénieurs en chef ou des Ingénieurs
Coordonnateur(trice) déploiement infrastructure	5	Cadre d'emplois des Ingénieurs
Qualité de service	1	Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs
Aide Comptable	2	Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des adjoints administratifs
Secrétaire	2	Cadre d'emplois des adjoints administratifs

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, que les emplois créés peuvent être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées à l'article 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Emplois	Nombre
Attaché		5
Rédacteur		2
Adjoint administratif		1
Ingénieur en chef		3
Ingénieur		2
Adjoint technique		1
Cadre d'emplois des Ingénieurs en Chef ou des Ingénieurs	Responsable déploiement infrastructure	1
Cadre d'emplois des Ingénieurs	Coordonnateur(trice) déploiement infrastructure	5
Cadre d'emplois des Attachés ou des Rédacteurs	Qualité de service	1
Cadre d'emplois des Adjoints administratifs	Secrétaire	2
Cadre d'emplois des Rédacteurs ou des Adjoints administratifs	Aide Comptable	2
	Total des emplois	25

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2-4 Adhésion au G.I.P. Maximilien (Délibération : 2017 35)

La Présidente, donne la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat qui indique que le groupement d'intérêt public MAXIMILIEN a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Ile-de-France.

Ce groupement d'intérêt public propose à tous les acheteurs publics d'Ile-de-France un portail commun pour les marchés publics franciliens rassemblant annonces de marchés, plateforme de dématérialisation et mise en réseau d'acheteurs publics, télétransmission des actes au contrôle de légalité.

Ce groupement d'intérêt public est une réponse aux difficultés des entreprises, notamment les TPE/PME, pour accéder aux marchés publics et un moyen pour les acheteurs publics de concilier respect de la réglementation et efficacité des achats. Par ailleurs, les articles 31 et 39 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'article 5 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession disposent que le profil acheteur doit permettre a minima aux acheteurs et aux autorités concédantes de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique. Le profil d'acheteur doit permettre de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires.

En outre, les articles 107 du décret du 25 mars 2016 et 34 du décret du 1^{er} février 2016 instaurent une obligation de publication des données essentielles des marchés publics et des contrats de concession sur le profil d'acheteur.

A compter du 1^{er} octobre 2018, l'acheteur et l'autorité concédante doivent offrir sur leur profil d'acheteur un accès libre, direct, et complet aux données essentielles des contrats qu'ils ont conclus.

Pour l'ensemble de ces motifs, l'adhésion au groupement d'intérêt public présente un intérêt pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE :

- *L'adhésion du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole au Groupement d'intérêt public Maximilien,*
- *D'approuver la convention constitutive du Groupement d'intérêt public,*
- *De régler sur le budget de fonctionnement du Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole, la contribution annuelle correspondant à la catégorie « Autres Pouvoirs Adjudicateurs » qui sera au titre de l'année 2017, calculée au prorata temporis.*

DESIGNE Madame Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole comme représentante du Syndicat au groupement d'intérêt public, et Madame Christine Bruneau 1^{ère} Vice-Présidente du Syndicat, comme représentante suppléante,

AUTORISE La Présidente à signer tous les actes relatifs à cette adhésion.

2-5 Retrait de la commune de la Celle Saint-Cloud (Délibération : 2017 36)

La Présidente, donne la parole à Mme HACHÉ, directrice du Syndicat qui indique que par délibération 2016 24 du 13 juillet 2016, le Comité syndical a approuvé l'adhésion de la commune de la Celle Saint-Cloud au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

Au vu des discussions entre le délégataire et le Syndicat Autolib' Métropole concernant l'équilibre des comptes de la délégation de service public, le conseil municipal de la ville a décidé, par délibération 2017.02. 14, le 25 avril 2017, son retrait du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

La décision de retrait d'un membre est prise par le Comité syndical à la majorité qualifiée des deux tiers des votes des délégués.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le retrait de de la commune de la Celle Saint-Cloud du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

2-6 Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib

(Délibérations : 2017 37 Fontenay-aux-Roses, 2017 38 Bagneux, 2017 42 Rueil-Malmaison, 2017 43 Gentilly, 2017 45 Suresnes, 2017 49 Saint-Maurice)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE l'adhésion au SMAVM des communes de Fontenay-aux-Roses, Bagneux, Rueil-Malmaison, Gentilly, Suresnes, Saint-Maurice, ainsi que le transfert de compétence de location de vélos en libre-service et l'adhésion à l'option Vélib.

2-7 Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'

(Délibérations : 2017 39 Arcueil, 2017 40 Courbevoie, 2017 41 Romainville, 2017 44 Maisons-Alfort, 2017 46 Asnières-sur-Seine, 2017 47 Vincennes, 2017 48 Sceaux)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service des villes de Arcueil, Courbevoie, Romainville, Maisons-Alfort, Asnières-sur-Seine, Vincennes et Sceaux au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** leur adhésion à l'option Vélib'.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 48.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie

